



Services publics et fonction publique en danger Toutes et tous concerné-es par leur avenir!

Les missions de la Fonction publique – hôpitaux, écoles, universités, préfectures, services des impôts, tribunaux, crèches, EHPAD... – font partie de notre paysage et du quotidien de tou-tes les citoyen-nes. À tel point qu’il semble aller de soi qu’ils rendent les services qu’on attend d’eux de la meilleure façon possible. Pourtant, ils ont de plus en plus de difficultés à fonctionner correctement et à rendre de manière efficace les services auxquels ils sont dévolus. Le gouvernement veut faire croire qu’une réforme les transformant serait la solution pour les améliorer. Mais ce que le gouvernement ne dit pas, c’est que l’état dans lequel ils sont aujourd’hui, est la conséquence de choix politiques qui ont œuvré à leur détérioration. Il ne le dit pas, car cette stratégie leur permet de justifier des réformes qui visent à mettre en en pâture sur le marché financier nos droits fondamentaux à nous soigner, à apprendre, à nous loger, à travailler, à nous déplacer...

Les services publics et les agents de la fonction publique qui les font fonctionner sont les garants de l’intérêt général et des valeurs qui fondent la république : laïcité, égalité, gratuité, indépendance, solidarité, modèle social public. Mais il n’y a pas de services publics de qualité sans les moyens nécessaires à son fonctionnement, et sans la protection et la reconnaissance de ses agents. Aujourd’hui c’est tout l’inverse que met en œuvre le gouvernement avec sa réforme qu’il justifie par le seul argument de la baisse des dépenses publiques, mais en omettant ce que cela signifie de disparition de services publics de proximité. L’objectif budgétaire l’emporte sur les objectifs d’amélioration de la qualité des services et le besoin de proximité et de relations humaines des citoyen-nes. Cet objectif a des traductions concrètes : suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, mises à mal des conditions de travail de celles et ceux qui demeureront, fragilisation d’un statut qui garantit l’impartialité, salaires bloqués pour la 7ème fois en 8 ans, recours accru aux contrats précaires ...

Parce qu’ils contribuent à la cohésion sociale et territoriale et participent d’un projet de société juste et solidaire, nous sommes tou-tes concerné-es par les services publics et la fonction publique qui les porte. C’est pourquoi l’intersyndicale Cfdt CFE-CGC CFTC CGT FO Fonction publique FSU Solidaires UNSA de Loire Atlantique appelle tous les personnels de la fonction publique et les usagers des services publics à venir manifester le mardi 22 mai 2018 :

**NOS - VOS SERVICES PUBLICS SONT EN DANGER
MOBILISONS-NOUS TOUTES ET TOUS**

A NANTES – 10H – DEVANT LE CHU

À SAINT NAZAIRE – 10H – PLACE DE L’AMERIQUE LATINE